

Problématique de l'énergie dans la sous région

La rencontre d'Abuja pour solutionner la crise énergétique

Abuja, la capitale du Nigeria, a accueilli en mai 2008 dernier, un séminaire sous régional sur le thème : « Structures commerciales des investissements dans le secteur de l'énergie ». Occasion pour les représentants Béninois (Léonard Dossou, Sylvain Zohoun , Bio Adrien et Sèmassoussi) et les Experts en énergie d'élaborer un plan stratégique visant à solutionner la crise énergétique qui secoue les pays de la sous région.

« Sans l'énergie, il n'y a pas de développement et ce dernier est ce que représente le sang pour l'organisme humain ». C'est en substance ce qu'a déclaré le chef de l'Etat béninois, le Docteur Yayi Boni, lors de l'interconnexion entre le Bénin et le Nigeria, en pleine période de crise énergétique sous régionale. Plusieurs pays de la sous région continuent de vivre les affres de cette crise énergétique. Mais la rencontre des Experts, des consultants, des spécialistes de l'énergie tenue les 30 Avril, 1er et 2 mai derniers à Abuja au Nigeria, a été plus que jamais une occasion rêvée pour les acteurs du secteur, de trouver des mécanismes de lutte ou des alternatives pouvant permettre de venir à bout de cette crise énergétique, aux conséquences multiples dans plusieurs pays de la sous région. Ce séminaire coorganisé par le Centre pour l'économie de l'énergie (Cee) de l'université du Texas et kite, un institut ghanéen pour l'économie des énergies, a permis aux participants venus de différents pays dont le Bénin, le Nigeria, le Ghana, le Togo et les Etats-Unis, de faire des recommandations pertinentes afin de soulager les populations en proie à la crise énergétique. La rencontre d'Abuja a permis de mettre sur pied une structure de communication efficace entre les consommateurs et les autres acteurs, avec des tarifs compétitifs et les services correspondants ; d'assurer la promotion des investissements publics et privés afin que l'approvisionnement dans les marchés entraîne une diversification des sources de production d'énergie et de faire accroître le marché secondaire du gaz. Il faut à moyen terme selon les participants à cette rencontre, définir le rôle et la responsabilité des institutions pour une efficacité et une dynamisation du secteur et doter également les institutions du secteur des ressources matérielles, humaines et administratives. La performance des institutions de ce secteur nécessite, selon les experts, un régulateur du marché. C'est pourquoi, il souhaite la dynamisation des services pour permettre une adéquation entre tarifs et qualité du service. Les experts se sont intéressés aussi à l'aspect « investissement financier » dans le secteur de l'énergie. Au cours des échanges, ils ont jugé très important d'investir dans le secteur de l'énergie électrique en recherchant également des opportunités d'investissements financiers et en majorité, de développer le secteur et d'améliorer le coût. Ils ont élaboré à long terme, un plan de gestion pour une bonne qualité du service et la mobilisation des ressources. Ils souhaitent que les parlementaires dotent le secteur de nouvelles lois pour une revue périodique et rationnelle des rôles et responsabilités des agences de contrôle et du suivi ; puis souhaite voir doter les institutions du secteur, d'un plan stratégique (mécanisme de monitoring) et assurer une implantation et collaboration clients/actionnaires/ vendeurs.

De riches communications

« Le gazoduc de l'Afrique ». C'est la communication présentée au cours de cette rencontre par le directeur des opérations de l'autorité du gazoduc de l'Afrique, Léonce Magbondé. Il a décrit le système du gazoduc qui dessert le Bénin, le Togo et le Ghana en ligne latérale avec une possibilité d'extension en Côte-d'Ivoire. L'objectif du projet, selon le conférencier, est de créer un nouveau marché pour le Nigeria ; d'accéder à un combustible propre moins cher pour

produire de l'énergie afin de sécuriser le Bénin, le Togo et le Ghana ; et de favoriser l'intégration économique régionale à travers la cédeao. Le coût initial fixé du gazoduc est de 614 millions de dollars Us, a-t-il notifié. Plusieurs autres communications ont meublé cette rencontre.

Léonard Dossou , notre envoyé spécial à Abuja, au Nigéria.

.